

Solidarité avec les femmes polonaises dans leur combat pour le droit à l'avortement !

En octobre 2016, le Planning Familial saluait le retrait du projet de loi qui visait à bannir complètement le droit à l'avortement. Aujourd'hui les ultra-conservateur.rice.s reviennent à la charge contre **les femmes polonaises qui doivent de nouveau se mobiliser pour défendre ce droit !**

Elles étaient plusieurs milliers jeudi 18 janvier dernier dans les rues de Pologne.

La **législation polonaise est extrêmement restrictive** : l'avortement n'est légal que dans trois cas : viol ou inceste, risque pour la vie de la femme ou malformation du fœtus. Une situation qui « met en danger la santé des femmes », assure un rapport du Conseil de l'Europe sur la régression du droit à l'avortement*. Déniant cette réalité, **le gouvernement polonais s'acharne** en inscrivant dans un amendement la suppression du droit à l'avortement en cas de malformation du fœtus.

La proposition d'initiative citoyenne en vue de libéraliser l'avortement jusqu'à 12 semaines a été rejetée au parlement le 10 janvier dernier (202 voix contre 194). Les conservateurs ont multiplié les restrictions des droits reproductifs et la situation actuelle est alarmante : obligation de consulter un médecin pour obtenir la contraception d'urgence, suspension du financement public de la fécondation in vitro, refus des médecins de pratiquer l'avortement dans les hôpitaux publics, contraignant les femmes à avorter dans le privé où à se rendre dans les pays voisins... Ces démarches sont une source criante d'inégalités pour les femmes et les couples polonais.

« *Nous continuerons de protester. Ce n'est pas à l'État de décider à ma place ce que je fais de mon corps* », plaide Klementyna Suchanow militante féministe polonaise.

Le Planning souligne le courage et la volonté de toutes les personnes qui se battent pour la liberté des femmes polonaises à disposer de leurs corps.

Il compte bien redoubler d'efforts - de son côté - pour **défendre des droits humains fondamentaux et obtenir la garantie d'un accès universel aux droits et santé sexuels et reproductifs pour toutes en Europe et dans le monde** en interpellant notamment les parlementaires européens et les interlocuteur.rice.s ad hoc au niveau du gouvernement français.

D'ores et déjà nous pouvons tous et toutes signer la pétition suivante :

<https://amnesty.org.pl/akcje/dostep-do-bezpiecznej-i-legalnej-aborcji-w-polsce-zagrozony/>

*Lien vers le rapport : * <https://rm.coe.int/sante-et-droits-sexuels-et-reproductifs-des-femmes-en-europe-document-168076df73>

Contacts Presse :

Christine Mauget : 06 71 39 44 87

Véronique Séhier : 06 86 65 25 19